

3. Féminisme de classe

Le patriarcat

Le patriarcat est un ensemble de mécanismes par lesquels un homme ou la société toute entière se rendent propriétaires des femmes. Ces mécanismes se sont développés historiquement dans la plupart des sociétés, avec des caractéristiques particulières en fonction des modes de productions. La classe dominante a toujours eu deux besoins : le cadre de la famille (avec la place dominée de la femme) et la prostitution.

Pour maintenir le patriarcat il y a eu besoin d'idéologies justificatrices. D'abord la religion : les choses sont comme elles le sont parce que Dieu l'a décidé ou parce que tel prophète l'a dit. Ensuite, une certaine anthropologie qui affirme que toute société humaine a toujours reposé sur la division de travail entre les hommes et les femmes telle qu'on la connaît, et qu'il s'agit d'une constante sans laquelle aucune société n'a jamais été possible. De plus, le discours sur la « civilisation européenne » affirme que notre civilisation a toujours reposé sur la répartition actuelle des rôles entre les hommes et les femmes dans la famille, et en particulier sur la domination masculine dans le mariage. Enfin, l'idéologie guerrière propage une vision viriliste qui considère la femme étrangère comme un butin de guerre et la femme en général comme un terrain de conquête.

Capitalisme et patriarcat

Avec l'essor de la production marchande, le sort de la femme est cantonné au rôle de production et de reproduction de la marchandise fondamentale du capitalisme : la force de travail des hommes, en permettant qu'ils puissent le lendemain retourner travailler. Cela advient notamment pour la question des tâches ménagères et domestiques, faites majoritairement par la femme.

La mise en place des mécanismes d'exploitation des femmes connaît un long processus historique. Sans aborder ici l'exploitation des femmes dans l'Antiquité, nous nous contenterons d'analyser comment celle-ci s'est articulée avec l'essor du capitalisme. En effet, entre les XV^e-XVI^e siècles, la bourgeoisie doit créer une nouvelle division du travail, rendue nécessaire par la production manufacturière et les prémisses de l'industrialisation : il va falloir écraser les femmes pour les mettre toutes entières sous l'autorité de leur famille, et en réalité des hommes de leur famille.

On commence par les déposséder de toute propriété et de toute existence juridique : c'est au XVI^e siècle qu'elles perdent le droit de se représenter elles-mêmes et de toucher de l'argent sans l'accord de leur mari. Elles y perdent également la copropriété qu'elles exerçaient jusqu'alors sur les terres familiales. On continue au XVII^e siècle en détruisant les métiers indépendants jusqu'alors occupés par des

femmes : les sages-femmes sont inquiétées par l'Inquisition (accusation de sorcellerie) alors que leurs domaines de compétence se réduisent à la faveur de chirurgiens masculins ; les herboristes sont remplacées par des pharmaciens et les brasseuses de bière sont exclues par les corporations. Les seuls métiers qui leur sont autorisés (hors du domaine religieux) sont les plus déconsidérés : domestiques ou ouvrières à domicile.

Tout au long de cette période, les exigences d'obéissance à leur rôle dans la famille se durcissent. L'adultère est puni de mort, la contraception et l'avortement (largement pratiqués au Moyen Âge au moyen de préparations d'herbes) également ; en France, un Édît royal de 1556 condamne à mort les femmes qui font des fausses couches ou dont les enfants meurent avant le baptême. De même, les femmes qui ne sont pas mariées, qui ne sont pas au service d'un homme, sont persécutées : elles sont considérées comme des prostituées, il est licite de les violer et toute personne qui leur donne refuge est déclarée hors la loi. C'est la période où le mariage devient la prison des femmes : il fixe un rapport d'exploitation entre une femme et son conjoint, et il est impossible d'en échapper.

Dans le même temps, la chasse aux sorcières, qui commence aux XVI^e-XVII^e siècles, atteint des proportions de masse : il s'agit de terroriser, de torturer et d'exécuter toutes celles qui ne se plient pas aux nouveaux règlements. Les métiers indépendants exercés par les femmes (herboristes notamment) sont identifiés à la sorcellerie ; l'avortement et la contraception également ; de même que toutes les infractions à la domination fixée par le mariage, comme l'adultère ou le célibat. On estime qu'entre 1550 et 1650 seulement il y a eu 200 000 procès et 10 000 exécutions en Occident : c'est un massacre de masse, analogue dans ses proportions aux massacres commis dans la même période outre-mer pour soumettre les peuples indigènes à l'économie coloniale. On s'imagine que cette vague de terreur est simplement l'expression de la superstition populaire : là aussi, c'est faux, elle est méthodiquement organisée par les États et par les autorités ecclésiastiques. C'est une Bulle du pape qui lance la campagne de chasse aux sorcières en 1484, et qui sera suivie tant dans le monde catholique que, par la suite, dans le monde protestant. La Bulle est accompagnée d'un manuel en deux parties, la première attribuant la sorcellerie aux femmes, la seconde expliquant comment procéder à leur capture, instruire leur procès, organiser leur détention et leur élimination. En un mot, la division du travail et l'exploitation des femmes telles que nous les connaissons n'ont pas toujours existé, et le système capitaliste a même fait couler du sang pour l'imposer, parce qu'elle est nécessaire pour dégager du profit.

Avec l'essor de l'industrialisation, du passage de la manufacture au machinisme, le capital s'approprie des forces de travail supplémentaires : le travail des femmes et des enfants. La machinerie rend superflue la force musculaire, car c'est la machine qui accomplit le procès de fabrication du produit, reléguant le travailleur aux fonctions d'actionnement et de contrôle. Elle devient alors un moyen d'employer des travailleurs qui ont moins de force musculaire (femmes), ou dont le développement corporel n'est pas arrivé à maturité ce qui rend leurs membres plus souples (enfants). Avec le

développement de la machinerie, on assiste donc à l'entrée massive de femmes et d'enfants dans les grandes industries, ainsi qu'à un embrigadement de tous les membres de la famille ouvrière sous la dépendance immédiate du capital, sans distinction ni de sexe ni d'âge. Il en résulte une situation très convenable pour le capitaliste en termes de dévaluation de la force de travail. La machinerie, en élargissant le matériau humain exploitable, élève en même temps le degré d'exploitation. Les femmes allant dans la grande industrie, elles ne peuvent plus s'occuper de toute une série de travaux qui à l'époque relevaient du « travail domestique ». Ces travaux doivent donc désormais être remplacés par l'achat de produits manufacturés. À la diminution de la réalisation de travail domestique correspond donc une augmentation de la dépense d'argent. Les coûts de production de la famille ouvrière s'accroissent donc et compensent l'augmentation de recette, qu'a lieu lorsque tous ses membres rentrent dans le marché du travail et perçoivent un salaire. La machinerie révolutionne la médiation formelle du rapport capitaliste : le contrat. Avant, le capitaliste et le travailleur étaient face à face en tant que personnes libres et possesseurs de marchandises indépendantes, mais avec la machinerie le travailleur vend au capitaliste femme et enfants, dans un rapport de vendeurs et acheteurs d'esclaves. Par l'adjonction massive d'une majorité d'enfants et de femmes dans la combinaison du personnel ouvrier, la machinerie brise enfin la résistance que l'ouvrier homme opposait encore dans la manufacture au despotisme du capital. Cela ne se fait certes pas au profit des femmes, objet de salaires inférieurs (du fait de leur moindre qualification) lorsque ce n'était pas directement le « père de famille » qui percevait leur salaire. En outre, la femme continue à assurer la reproduction de la force de travail, même si de manière différente. C'est là que commence la « double journée de travail » des femmes : travail (sous-payé) à l'entreprise et travail (non rémunéré) à la maison pour reproduire la force de travail de l'homme ainsi que la sienne.

Dans la même logique, certaines avancées sociales sous le système capitaliste n'ont été que le prix à payer comme conséquence de l'entrée des femmes dans le monde du travail, comme la création d'écoles et l'extension des années d'éducation obligatoire. Dans l'ère capitaliste il y a eu des avancées légales pour les droits des femmes - notamment le divorce qui est une liberté - mais qui n'ont pas été accompagnées de mesures sociales et donc n'ont pas résolu les difficultés matérielles des femmes prolétaires (comme pour les familles monoparentales). Chaque avancée de droit qui ne dépasse pas le cadre bourgeois reste donc incomplète parce que la contrainte économique et sociale demeure intacte.

Patriarcat et capitalisme sont deux systèmes qui ne peuvent aujourd'hui se passer l'un de l'autre. Pour s'imposer, le capitalisme a pioché ses forces dans le patriarcat déjà présent, et le patriarcat s'y est retrouvé renforcé comme jamais. Aujourd'hui ils sont liés l'un à l'autre et fonctionnent ensemble en se renforçant à chacune de leurs victoires.

Dans la famille à l'heure du système capitaliste, la femme est le prolétaire et l'homme est le bourgeois. Dans une dialectique de maître et d'esclave, le féminisme

prendra une portée révolutionnaire avec la prise de conscience du fait que la survie matérielle de l'homme repose sur l'exploitation de la femme.

Pour un féminisme de classe

Il existe énormément de mouvances qui se définissent « féministes » de l'extrême gauche à l'extrême droite. Nous considérons que finalement il n'y a que deux féminismes distincts : celui bourgeois et celui de classe (ou matérialiste). Le seul féminisme qui est complet est celui de classe, puisqu'il reconnaît le lien désormais indissoluble entre patriarcat et capitalisme. Le féminisme de classe, en luttant pour les intérêts des femmes les plus exploitées, lutte par conséquent pour l'émancipation universelle de toutes les femmes.

Quant au féminisme bourgeois, il ne lutte que contre l'oppression qui concerne les femmes bourgeoises. Même lorsque le féminisme bourgeois affirme lutter pour les femmes qui ne font pas partie de sa classe, ce type de féminisme est voué à l'échec, puisque les intérêts de classe ne sont pas les mêmes et puisque les femmes bourgeoises sont incapables de représenter les femmes prolétaires à cause de leur expérience finalement limitée de cette oppression due à leur appartenance sociale. Le féminisme bourgeois ne peut pas voir les causes économiques de l'oppression des femmes prolétaires. Le féminisme bourgeois n'a pas plus de perspectives révolutionnaires que les partis bourgeois, et il n'en est pas question. Aujourd'hui nous sommes dans le devoir de comprendre que le féminisme doit être traité avec un point de vue de classe.

Le patriarcat ne pourra pas être entièrement renversé tant que le système actuel de domination capitaliste reste en place, du fait des liens entre capitalisme et patriarcat. Même dans un improbable « capitalisme matriarcal » il continuerait à exister une exploitation de certaines femmes sur d'autres. La seule voie de libération universelle des femmes est celle qui enlève toute forme d'exploitation, que ce soit capitaliste, patriarcale et capitaliste-patriarcale. La lutte féminisme rentre alors dans le combat général de la classe prolétarienne (hommes et femmes) pour renverser les rapports d'exploitation économique.

Il est nécessaire de s'organiser pour combattre le patriarcat partout où qu'il se manifeste. L'abolition de toute division du travail est la seule solution pour dépasser la position contradictoire des femmes dans la société. L'abolition de toute division du travail, c'est précisément le sens profond de la première revendication féministe qui est justement dirigée contre un facteur économique : la fin de la double journée.

Cette revendication sous-entend d'abord qu'il faut en finir avec la coupure entre la maison et l'entreprise, et que les hommes comme les femmes doivent assumer ces différents temps de travail, de manière à ce qu'ils puissent tous être réalisés sans l'exploitation de l'un ou de l'autre sexe.

Quant à la journée de travail dans l'entreprise, il faut s'attaquer à la fois au fait qu'elle soit marquée par une division du travail entre les hommes et les femmes d'une part, entre les dirigeants et les exécutants d'autre part.

Quant à la maison, la lutte contre la double journée de travail présuppose qu'il faut abolir la division du travail dans la famille, marquée par l'inégalité entre la position du chef de famille, qui décide, et de ses subalternes, qui sont à sa disposition. Chaque membre de la famille doit prendre part au travail comme aux décisions, de manière à ce qu'aucun aspect de sa vie ne soit aliéné ; c'est d'ailleurs la seule manière pour pouvoir répondre aux exigences familiales nouvelles que notre société connaît, notamment du point de vue de l'accompagnement des enfants.

Pour abolir cette division genrée du travail, le moyen de lutte prioritaire est la grève dans le but d'une égalité positive : grève économique pour l'égalité sur le lieu de travail, grève politique pour l'égalité des droits sociaux et civils, grève du sexe et des tâches domestiques pour l'égalité dans le cadre familial.

Par rapport aux violences sexistes dans les autres endroits que le lieu de travail et la maison, nous encourageons la constitution d'organisations de femmes dans chaque quartier pour pratiquer de la vigilance avec tous les moyens à leur disposition. La violence de genre que subissent les femmes doit être éradiquée en effet par tous les moyens, même par l'utilisation d'une contre-violence légitime et proportionnelle à la violence reçue. Pour cela, nous encourageons le développement de structures de justice populaire des femmes, qui remplacent dans les faits, et dès à présent, la justice de classe et patriarcale qui demeure incapable de défendre les femmes victimes de violences.

Quant à la prostitution, nous reconnaissons qu'il s'agit davantage d'un fléau de la classe prolétarienne : sous la contrainte économique, les femmes prolétaires vendent leur corps comme une marchandise. Dès lors que l'on ne détient aucun pouvoir de choix sur le partenaire sexuel, il s'agit tout simplement d'un viol. La morale bourgeoise condamne et a besoin en même temps de la prostitution, pour sauvegarder les apparences d'intégrité du foyer tout en permettant au père de famille de satisfaire ses pulsions. Nous condamnons toute moralisation et stigmatisation des prostituées, en reconnaissant qu'il s'agit d'une oppression éminemment économique. Tout comme pour la précarité de l'emploi en général, il n'y a pas de perspectives d'amélioration à long terme des conditions de travail des prostituées : la prostitution dictée par des raisons économiques est tout simplement à abolir, comme n'importe quelle marchandisation des relations humaines. Pourtant, parler d'abolition de la prostitution sans parler des causes économiques qui la rendent le seul choix possible pour des femmes ce serait vide de sens : pour abolir la prostitution il n'y a d'autre solution que d'abolir les causes économiques qui la rendent possible. La prostitution ne sera abolie efficacement qu'au cours de la lutte pour la fin de la société de classe et de l'exploitation de l'homme par l'homme, donc au cours de la lutte pour le communisme. Au cours de cette lutte, l'organisation syndicale des prostituées pourrait permettre de pratiquer de la vigilance, de la prévention sur les abus des clients et des maquereaux, mais jamais à légaliser une pratique de viol.

Si nous n'oublions pas que la libération des femmes est incomplète si elle ne se fait pas dans le domaine économique et social, nous estimons que la lutte féministe ne s'arrête pas une fois qu'on a rejoint le socialisme. La socialisation des moyens de production ne préserve pas automatiquement les femmes de nombre d'atteintes sexistes qui pourraient perdurer. D'où la nécessité de développer, dans la lutte pour le socialisme et après le socialisme, des nouvelles formes de protection populaire des femmes en conscientisant les prolétaires sur cette nécessité.

Dans le socialisme, toute une série de tâches qui aujourd'hui sont considérées comme domestiques doivent devenir collectives, via la création de nouvelles structures et institutions (crèches, écoles, centres de consultation, centres d'IVG et planning familial, centres d'allaitement, blanchisseries, centres de restauration collective, etc).

Les femmes ne sont pas en dehors des inégalités même dans les milieux marxistes. La lutte pour une égalité complète s'impose. D'abord, avec la vigilance la plus stricte au sein de l'organisation contre toute atteinte sexiste et exploitation des camarades femmes. Ensuite, si les camarades femmes en ressentent le besoin, elles peuvent se retrouver en réunion non-mixte tant qu'il y a une unité d'intentions politiques – et donc d'intention révolutionnaire – avec l'organisation dans son ensemble.